

L'Humanité

Proletaires de tous les pays,
unissez-vous !



Rouge

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 333
Jeudi 25 septembre 1975

POUR SAUVER LES ONZE ANTIFASCISTES ESPAGNOLS : UN MOUVEMENT D'AMPLEUR EUROPÉENNE

Le 16 septembre, cinq nouveaux militants révolutionnaires comparaissaient devant le tribunal d'ordre public de Madrid accusés simplement d'être membres du FRAP ! Le 23, la sentence était rendue publique : 60 ans de prison au total !

S'ajoutant aux 11 condamnations à mort prononcées par les fascistes de Franco contre des militants du FRAP et de l'ETA basque, cette nouvelle condamnation suscite une grande indignation et une très grande colère parmi les travailleurs de tous les pays d'Europe.

Outre les manifestations et les meetings de masse, de nombreuses actions, des débrayages montrent la volonté des peuples d'Europe de l'Ouest d'arracher tous les militants torturés et tous les condamnés à mort des griffes du sanguinaire «caudillo». Ainsi en France les dockers ont décidé le boycott des navires espagnols. En Italie, à Milan, ce sont les postiers qui ont décidé de ne pas établir pendant trois jours de communications téléphoniques avec l'Espagne...

Le mouvement internationaliste prolétarien et antifasciste des masses populaires européennes gagne en largeur et en profondeur. Il doit encore s'intensifier !

Déjà, sous la pression de ce mouvement, après d'autres pays comme l'Italie, les Pays-Bas, la Suède, Malte, après le parti SPD allemand, le gouvernement autrichien a demandé ouvertement, le 23 septembre, à celui de Madrid la grâce pour les 11 condamnés à mort. Le même jour, le porte-parole de l'Élysée a déclaré que «le gouvernement français est prêt à s'associer à une démarche de la Communauté économique européenne auprès des autorités espagnoles... pour obtenir la grâce des onze condamnés à mort», ajoutant que «les premiers contacts ont été pris avec les partenaires de la France»...

Les bourgeoisies européennes, y compris la bourgeoisie française, craignent que le mouvement des masses contre la répression fasciste, qui sévit en Espagne, prennent encore de l'ampleur ; et qu'à la faveur de ce mouvement se développe la lutte révolutionnaire des masses ouvrières et populaires contre le capitalisme. C'est la raison fondamentale pour laquelle elles interviennent auprès des fascistes espagnols pour les inviter à plus de «clémence».

Une autre raison expliquant ces démarches des pays de la CEE consiste dans le fait que Franco, dont la fin est proche entrave le renforcement des positions des bourgeoisies européennes en Espagne face aux impérialistes américains. Franco mort, les bourgeoisies d'Europe espèrent bien que l'Espagne pourra venir grossir les rangs de la CEE.

Le FRAP répond aux attaques de Marchais

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU FRAP

Face aux attaques, tergiversations et mensonges publiés dans l'Humanité des 20 et 22 septembre 1975, et les déclarations publiques de G. Marchais et de son compère Carillo (offenses pour les révolutionnaires condamnés à mort), le Comité du FRAP de Paris considère comme nécessaire d'exposer les mises au point suivantes :

1) L'Humanité a systématiquement caché l'appartenance au FRAP de 8 des condamnés à mort.

2) Depuis la condamnation à mort de Garmendia et Otaegui, ni l'Humanité, ni Carillo, ni les dirigeants du PCF n'ont appelé à la mobilisation de leurs militants pour empêcher l'assassinat des membres du FRAP. Ce n'est que lorsque le peuple français, avec ou sans eux, allait montrer sa répugnance, qu'ils s'empressèrent, comme toujours, de prendre le train en marche pour utiliser la mobilisation à ses propres bénéfices et propagande.

3) L'Humanité emploie le même vocabulaire et le même langage que la dictature fasciste pour se référer au FRAP et à ses militants : «groupuscules», «terroristes», etc.

Aux uns comme aux autres le FRAP a répondu lors de son intervention, vendredi dernier au grand meeting de la Mutualité.

Si le FRAP avait une existence légale en France, il ne fait aucun doute qu'il aurait porté plainte pour diffamation.

4) Sur la manifestation de samedi dernier 20 septembre, la position du FRAP est, depuis toujours, claire :

— dans la mesure où ses propres militants et ceux de l'ETA sont ceux-là mêmes qui risquent la mort,

— dans la mesure où en tant qu'Espagnols leur lutte est naturellement révolutionnaire, c'est à l'ETA et au FRAP, c'est aux organisations espagnoles, de prendre la tête de la manifestation.

(suite page 8)

AU SOMMAIRE :

Défense : l'Allemagne s'inquiète p. 3

Révélations sur la police du P«C»F p. 4

Questions de ligne : corriger ses erreurs,
la marque d'un parti sérieux p. 6

Bande dessinée : Lénine en 1917 p. 5



DES CAMIONNEURS DE LA MOSELLE «CONTRE LES BAS SALAIRES CONTRE LES MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL :

SEULE LA LUTTE PAIE »

Voici une semaine les travailleurs de l'entreprise de transports Carrabetta, à Uckange en Moselle, entraînent en grève pour imposer leurs revendications, notamment salariales.

Dans notre entreprise - Carrabetta à Uckange - les conditions de travail sont très dures, et cela pour des salaires de misère. Pour vous en donner une idée :

Jusqu'ici on recevait un salaire fixe pour onze heures par jour, parfois plus. On avait réussi à obtenir d'être payés à l'heure, de façon à ne plus faire d'heures supplémentaires gratis. La patronne a repris d'une main ce qu'elle avait été obligée de céder de l'autre : elle s'est mise à déduire du total des heures de travail le temps où l'on attend les camions, temps de chargement, d'arrêts divers, qui est indiqué par un «mouchard» ou par la «petite boîte noire». Bref on continue à faire 11 heures et plus par jour, mais on n'est payé que huit !

Autre chose. Des frais de déplacement avaient été arrachés. On les touchait à condition de ne pas rentrer à la maison avec le camion. L'un d'entre nous, en accord avec la patronne, utilisait tous les jours son camion pour rentrer chez lui. Il n'avait guère d'autre solution vu les horaires variables. La patronne vient de le licencier pour... «utilisation de la camionnette à des fins personnelles» ! La vérité c'est qu'il était syndiqué !

Autre exemple. Embauchés comme chauffeurs de poids lourds, certains refusaient, avec raison, de faire en plus le travail des déménageurs... La patronne a changé leurs feuilles de paie : ils sont désormais «chauffeurs manutentionnaires», etc., obligés de faire les déménagements sous peine de licenciement.

Enfin, le délégué CFDT est sans cesse soumis à des mena-

ces et des pressions. Carrabetta, un des patrons, est même allé jusqu'à le frapper !

Devant pareilles conditions et face au refus obstiné des patrons de satisfaire nos revendications, nous avons essayé la lutte. Nous avons précisé nos revendications en mettant en avant : la garantie du salaire pour les heures travaillées et le paiement des déplacements de chez Carrabetta jusqu'à l'usine qui fabrique le matériel que nous transportons.

Le 17 septembre à 5h 30, 40 % d'entre nous bloquent l'entrée de l'entreprise. La patronne fait appel aux flics d'Uckange et à un huissier pour nous intimider.

Le lendemain, nous comparaissons devant le tribunal des référés. Un accord était conclu : la patronne acceptait d'ouvrir des négociations à condition que nous dégagions l'entrée de l'entreprise. Mais il n'a pas été respecté. Elle a fait bloquer l'entrée avec des camions, refusé toute négociation et mis à pied tous les grévistes pour trois jours !

Une fois de plus la preuve est faite que la bourgeoisie viole ses propres lois quand elles ne lui suffisent plus !

Quant à nous, nous avons décidé de poursuivre la lutte et d'attaquer la patronne qui est en pleine illégalité. Ainsi la situation est de plus en plus à notre avantage.

Nous le disons clairement : la lutte continue et elle continuera jusqu'à satisfaction complète de toutes nos revendications. Jamais notre moral n'a été aussi bon !

Les grévistes

Des métallos d'Orléans se battent contre le chômage partiel

Lundi 15 septembre, à 7h 30, devant les portes verrouillées de l'entreprise Malchaud - mécanique de précision, aéronautique - de nombreux travailleurs manifestent : c'est le deuxième lundi que le patron a décidé de leur faire chômer (voir H.R. No 327).

La semaine précédente, le patron n'a pas cédé. Cette fois-ci, la détermination des ouvriers est encore plus grande : non, il ne les fera pas chômer 4 lundi sur 5 en septembre !

Ils ont préparé leur coup. A 10h, grâce à un ouvrier de la CFDT, réquisitionné par la maîtrise pour travailler ce jour-là, les travailleurs pénètrent à l'intérieur de l'usine. Le chef du personnel tente de leur barrer la route. Les travailleurs l'écartent et passent.

Après un défilé dans les ateliers et un salut à quelques-uns de leurs camarades, désignés eux aussi par la maîtrise pour travailler, les manifes-

tants décident de s'en aller. A nouveau le chef du personnel est sur leur chemin, il a bouclé les portes à double tour, et prétend empêcher les travailleurs de sortir. Il faut peu de chose pour le ramener à la raison...

Les travailleurs montrent donc leur ferme volonté de refuser le chômage partiel, alors que les responsables de la CGT se montrent particulièrement actifs pour faire accepter dans «le calme et la dignité» le chômage partiel. Ce lundi matin ils ont essayé de dissuader les travailleurs de lutter en argumentant par des «ce n'est pas légal... les gens ne voudront pas rentrer... Ils ne sont pas mobilisés...» Et ce parti, le P«C»F, qui prétend être l'avant-garde de la classe ouvrière, ne s'est-il pas rangé docilement du côté du patron ? N'a-t-on pas vu une poignée d'irréductibles de ce parti révisionniste entraîner certains de leurs militants de base à... rester sur le trottoir, devant la porte, en attendant que les travailleurs ressortent des ateliers ?!

Correspondant H.R.

VICTOIRE A PARIS - RHONE (LYON)

En novembre et en décembre 74 le patron prenant prétexte de journée nationale d'action CGT - CFDT lock-out les travailleurs pendant 2 jours. Huit jours avant les congés, la direction veut faire récupérer ces deux jours, en prolongeant d'une demi-heure l'horaire journalier.

Le mercredi 30 juillet, 80 % du personnel débraye pour participer à un meeting où est décidé et organisé le refus de cette demi-heure supplémentaire.

La CGT, dirigée par les révisionnistes et les trotskystes, organise une campagne de signatures de pétitions pour entraver le développement du mouvement.

Dès le retour des vacances, grâce à un intense travail d'information de la CFDT, pratiquement 100 % du personnel refuse de faire la 1/2 heure de récupération.

Le patron voulant par tous les moyens briser cette lutte décide d'une demi-heure l'horaire des cars

de ramassage du personnel et interdit de stationner devant Paris-Rhône plus de 10mn avant leur départ, il retarde d'une demi-heure la distribution de la paie... Enfin il prend prétexte d'un retard dans l'envoi du double d'un affichage au chef du personnel, pour infliger un double avertissement et menace de licencier un délégué CFDT. La véritable raison étant qu'il avait organisé avec les ouvriers qui travaillent en journée continue une manifestation sous les fenêtres des bureaux du PDG.

Malgré tout cela les ouvriers tiennent bon et le mouvement ne diminue pas. Lundi matin, après une semaine de lutte le patron abandonne la récupération.

La raison de la victoire, a été surtout la création d'une section syndicale se plaçant sur des positions de lutte de classes et déjouant toutes les manœuvres de sabotage des révisionnistes du P«C»F dirigeant la CGT.

Correspondant H.R.

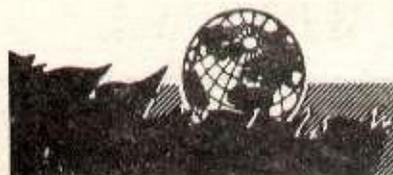
ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m

TIRANA



Défense européenne L'ALLEMAGNE INQUIETE

LA PRESSE ALLEMANDE SE PREOCCUPE DU DESEQUILIBRE MILITAIRE EN EUROPE ET DES MENACES QUI PESENT SUR L'ALLEMAGNE.

On peut lire dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 2-9-75 : «Le rapport de forces entre les forces du pacte de Varsovie et de l'Otan s'est nettement détérioré au cours des dernières années.

«... C'est ce que révèle le tableau des forces donné par les experts de l'OTAN et des ministères nationaux de la Défense... Les dépenses militaires de l'Union soviétique augmentent d'année en année d'environ 4 % alors qu'à l'Ouest, elles stagnent... La qualité des armes et des troupes soviétiques a été considérablement améliorée. Cela tient au maintien de longues durées de service militaire (24 à 36 mois) alors qu'à l'Ouest, les durées de service ont été réduites et les troupes «restructurées», une belle expression pour dire que leur présence a été réduite.

L'Est doit dépenser par soldat deux fois moins d'argent que l'Ouest et, du reste, le rapport entre les troupes de combat et les troupes de soutien est nettement favorable à l'Est : 1 soldat de l'Ouest a besoin, pour son soutien technique de 2 à 3 hommes, alors qu'à l'Est un homme suffit... L'amélioration de la qualité des armes dans le pacte de Varsovie est très nette. L'artillerie montée sur des chars a été multipliée, ce qui a amélioré la mobilité d'attaque de toutes les troupes. Cela tient aussi à l'emploi d'un nouveau char de tir, amphibie BMP. Il n'y a pas d'équivalent comparable à l'Ouest. Avec son canon 75 millimètres, il peut vraiment se passer du soutien de chars de combat. Il constitue déjà plus de 10 % de l'ensemble du potentiel des chars de tir...»

Dans une étude intitulée «La défense européenne à l'époque nucléaire (1)» et consacrée à la situation stratégique de la RFA et de ses alliés, le député de l'Union chrétienne démocrate Dregger déclare :

«La guerre conventionnelle et, le cas échéant, la guerre avec des armes nucléaires tactiques en Europe est redevenue concevable, sans que cela entraîne automatiquement la destruction de l'agresseur...»

«Si l'essentiel de l'alliance de l'OTAN n'était pas en Amérique, mais en Europe, si le pouvoir de commandement sur les forces nucléaires les plus importantes n'était pas entre les mains du président américain, mais d'un président européen, un agresseur ne pourrait douter qu'il devrait compter, s'il attaquait sérieusement l'Europe de l'Ouest, sur l'emploi de toutes les armes nucléaires, même les armes stratégiques.»

En terminant, il se prononce pour une «politique de défense des partenaires de l'Alliance, reposant plus qu'auparavant sur le principe de la réciprocité et réduisant les différences de niveau entre les puissances nucléaires et les puissances non nucléaires à l'intérieur de la communauté européenne.»

Par ailleurs, le comité fédéral de l'Union chrétienne démocrate pour la défense et la commission de la défense se sont prononcés

contre une réduction du budget de la défense et pour le maintien du service militaire obligatoire (2).

La Frankfurter Allgemeine Zeitung du 17-9-75 rapporte «qu'au lendemain de la conférence d'Helsinki, les pays de l'Europe occidentale s'inquiètent du non-respect par Moscou des décisions prises à Helsinki» : alors que les États de l'OTAN, conformément à la décision d'Helsinki, s'en tiennent exactement à la décision d'annoncer aux États signataires tout exercice militaire dépassant le nombre de 25 000 soldats, les pays du pacte de Varsovie n'ont annoncé jusqu'à maintenant aucune manœuvre. Pourtant, d'après les informations des services secrets occidentaux, des manœuvres ont constamment lieu à l'Est. Mais en ce qui concerne le chiffre des soldats qui y participent, elles restent en dessous du seuil où elles doivent être annoncées. Ainsi, l'Ouest ne peut même pas invoquer Helsinki pour en exiger l'annonce.

Ce déséquilibre relatif à l'annonce de l'activité des manœuvres à l'Ouest et à l'Est pourrait influencer l'opinion mondiale aux dépens de l'Ouest. Le récent article de la «Pravda» sur le thème «Les exercices militaires de l'Ouest sont contraires à "l'esprit d'Helsinki"» montre la nouvelle orientation de la propagande soviétique. On parle en long et en large des manœuvres de l'Ouest, mais on se garde bien de rappeler que dans son propre hémisphère, les manœuvres n'ont en aucun cas été suspendues.

Cela a l'effet psychologique d'un boomerang. Selon les experts occidentaux, il s'agit de donner l'impression que l'OTAN se prépare à grande échelle à l'agression militaire. L'annonce de ses manœuvres se retourne contre l'Ouest... L'habile propagande de l'Est le présente comme un fauteur de guerre. En inversant ainsi les véritables rapports de forces militaires, l'Est s'arroge le droit d'exiger de la population la poursuite des efforts d'armement.

Le journal indique : «Dans la circonscription militaire 5 de Berlin-Est, un exercice de troupes sur terre a eu lieu, portant le nom d'«avalanche 75». A l'Ouest, on évalue le nombre de participants entre 15 000 et 20 000. Quelques jours après, dans la même région avaient lieu des exercices d'une troupe spéciale de plusieurs milliers d'hommes sous le nom de «cascade».

«Depuis la signature des documents finaux de la CSCE, des exercices militaires ont eu lieu dans la partie occidentale du pacte de Varsovie, totalisant plus de 60 000 soldats, certes à des moments différents.»

Ainsi l'inquiétude grandit en Europe devant le renforcement de la supériorité soviétique sur les deux flancs de cette région. Cette vigilance nouvelle doit se traduire dans les faits pour que l'Europe devienne de plus en plus «unie sur la base de l'indépendance et forte sur la base de l'autodéfense».

(1) D'après la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 29-7-75.

(2) D'après la Süddeutsche Zeitung du 8-9-75.

Nouvelles brèves

AFRIQUE DU SUD : DES ARRESTATIONS PAR CENTAINES

Depuis le début de l'été le régime raciste d'Afrique du Sud a opéré de multiples arrestations d'Azaniens dont le seul crime est de poursuivre leur combat contre la discrimination raciale et l'apartheid.

A la mi-septembre étaient arrêtés 139 ouvriers grévistes, trois étudiants, un mineur et un dirigeant de l'Institut chrétien contre l'apartheid.

Voilà comment les racistes conçoivent le «dialogue» avec les Africains !

Mais l'indignation grandit dans la population. Après l'arrestation d'un de leur dirigeant, des centaines d'étudiants de Witwaterstand sont descendus dans les rues portant des banderoles exigeant la libération des prisonniers politiques et appelant à l'unité pour la victoire.

O.N.U. : VIF DÉBAT SUR L'ORDRE DU JOUR

Après deux jours de débats acharnés le bureau de la 30ème session de l'Assemblée générale de l'ONU vient d'adopter l'ordre du jour recommandant l'adoption de 125 thèmes de discussion.

Parmi ceux-ci figurent : le problème coréen, l'admission de la République démocratique du Vietnam et de la République du Sud Viêt Nam, la révision de la charte de l'ONU, la situation au Moyen-Orient, la question de la Palestine, de Chypre et les problèmes des luttes anticoloniales.

Comme on le voit, il n'y a rien dans cet ordre du jour qui puisse réjouir les deux superpuissances. Pendant que les USA manœuvraient pour éviter que soit discuté le départ des troupes américaines de Corée, le représentant soviétique tentait de s'opposer à la demande de révision de la charte de l'ONU ! Une fois de plus, face aux pays du tiers monde unis, ils se retrouveront côte à côte au banc des accusés.

PAS DE CÉRÉALES RUSSES POUR LA POLOGNE

Le ministre polonais de l'Agriculture vient de révéler que son pays avait été informé par l'URSS de ce qu'elle n'était pas en mesure de lui fournir des céréales en vertu du contrat conclu avec la Pologne, en raison de sa mauvaise récolte.

La Pologne se trouve ainsi dans une position difficile. Sa production céréalière de cette année est inférieure de 2 millions de tonnes à celle de l'an passé. En 1974 elle avait déjà dû importer 3,5 millions de tonnes de céréales dont la moitié provenait des pays occidentaux.

PANAMA : LES U.S.A. DOIVENT DÉGUERPIR

La lutte du peuple panamien pour récupérer sa pleine souveraineté sur le canal prend un nouvel essor. Mais les Américains se cramponnent et insistent obstinément pour que les troupes américaines demeurent en permanence dans la zone du canal. La position du gouvernement de Panama est ferme. Il maintient que le nouveau traité en cours de discussion doit expirer au plus tard à la fin du siècle et que, pendant cette période, les forces armées américaines doivent se retirer graduellement et transférer la défense du canal de Panama.

De nombreuses manifestations de masse d'ouvriers et d'étudiants soutiennent cette juste revendication. Les USA y ont répondu par une nouvelle rupture des négociations qui venaient de reprendre après 6 mois de suspension.

Révélation sur la police sociale-fasciste du P«C»F (1)

Notre confrère «Libération» a publié plusieurs témoignages des violences sociales-fascistes dont ont été victimes des jeunes à la Foire de «l'Humanité». Pour toute réponse et justification, le quotidien central du faux parti communiste s'est contenté de lancer contre les victimes de ses flics l'accusation à tous usages de «provocation» grâce à laquelle il espère ne pas avoir à s'expliquer. Il faudra bien pourtant, tôt ou tard, qu'éclate la vérité sur la

réalité d'agissements plus que violents exécutés par des hommes de main organisés en «bande armée» par la direction du P«C»F.

À cet égard, nous voulons dès aujourd'hui apporter notre contribution à l'établissement de la lumière sur ces activités qui n'ont rien de «prolétariennes», mais relèvent purement et simplement d'une idéologie fasciste.

certain cas. Ainsi, les photographies prises par la police révisionniste le 26 juin dernier lors d'une manifestation du PCMLF ont été transmises à la police politique de l'État bourgeois.

Le service de renseignement, vertical, est surtout conçu pour espionner les autres partis politiques et surveiller les activités de

certaines dirigeants. Son activité consiste aussi à infiltrer des agents dont la mission a pour objet d'essayer de détruire de l'intérieur une formation adverse ou alliée, ou bien plus simplement d'infléchir sa ligne et de la manipuler. Ces missions peuvent durer plusieurs années, en fonction des nécessités politiques.

UNE IDÉOLOGIE SOCIALE-FASCISTE...

La formation des membres de ces appareils se fonde sur une idéologie sociale-fasciste. «La fin justifie les moyens» tel est le principe inculqué dans leurs rangs, composés d'éléments soigneusement sélectionnés pour leur absence de scrupules ou tenus par quelques «casserolés» (en langage du P«C»F), c'est-à-dire par quelque chantage.

On peut avoir une idée des méthodes de recrutement de ces gens en apprenant comment le parti révisionniste du Portugal a utilisé les dossiers de la PIDE (police politique fasciste de Salazar-Caetano) et «retournés» (langage des services d'espionnage) à son profit de nombreux anciens agents de cette PIDE elle-même.

Il est aussi bien connu que des pratiques identiques ont eu lieu,

En définitive, ce que veut surtout révéler cet article, c'est l'existence et donc l'activité effective de la police parallèle du P«C»F et souligner son contenu idéologique social-fasciste.

Nous aussi, marxistes-léninistes, disposons d'un service d'ordre. Mais son contenu idéologique est fondamentalement prolétarien. En présence, par exemple, des jeunes gens plus ou moins drogués dont «Libération» a publié les déclarations, nous considérons que la violence physique dont a fait preuve le S.O. révisionniste est de caractère fasciste. Ce n'est pas avec des coups et des humiliations qu'on peut guérir un jeune malade dans le cadre d'une société pourrissante qui porte la responsabilité première de son état. «Il faut guérir la maladie pour sauver l'homme»



Quelques nervis du P«C»F reconnaissables à leur brassard de «service d'ordre», lors de la foire de «l'Humanité», la matraque à la main ils sont à la recherche de jeunes «indésirables».

CE QUE 99 % DES MEMBRES DU P«C»F IGNORENT...

Le Comité central du parti révisionniste dispose de plusieurs organismes clandestins dont l'immense majorité des adhérents des cellules, et même des cadres, ignorent l'existence aussi longtemps que leur concours personnel et secret n'a pas été sollicité. Parmi ces organismes, limitons-nous à citer l'appareil militaire, l'appareil de renseignement, le service d'ordre central.

Ces appareils, sauf le dernier, sont organisés «verticalement». Qu'est-ce à dire ? Cela signifie qu'ils dépendent directement du Comité central, en l'occurrence d'un ou deux membres spécialisés faisant partie de cet organisme, entourés de quelques permanents (collaborateurs du CC) également spécialisés.

Les membres du P«C»F travaillant dans ces appareils ne sont pas connus, du moins pour ces activités, de leurs camarades de cellules ni des dirigeants de section ou fédération, à l'exception près, naturellement, des membres de ces organismes intermédiaires appartenant aussi, eux-mêmes, à l'appareil concerné.

Nous aurons l'occasion de révéler les structures du parti révi-

sionniste dans l'Armée. Mais ce qui nous intéresse aujourd'hui c'est la police de ce dernier, authentique police bourgeoise parallèle à celle de l'État bourgeois.

Cette police comporte plusieurs services : le renseignement, l'activité au sein d'autres formations politiques, la violence. En fait son organisme de répression physique est organisé «horizontalement» aux différents niveaux du parti : il s'agit des S.O., c'est-à-dire des «services d'ordre» central, fédéraux et de sections (dans les grandes villes). Il possède des armes de guerre (armes légères), des revolvers, des fusils de chasse, des matraques, des moyens d'intervention rapide (fourgonnette, motocyclettes, automobiles). Font partie de ses rangs les «gardes du corps» des dirigeants, qui sont porteurs de revolvers dans certaines circonstances. Précisons que tous ces faits sont parfaitement connus de la police d'État qui laisse faire. La police révisionniste emploie les mêmes méthodes de travail que la police officielle. D'ailleurs il y a inter-pénétration entre ces deux polices et coopération effective dans



Lors de la manifestation du 26 juin les nervis fascistes du P«C»F ont, sur ordre de leurs dirigeants affolés, tenté de barrer la route au cortège du PCMLF. Sur notre photo à gauche le «service d'ordre» central du P«C»F.

à une grande échelle, en Allemagne de l'Est avec d'anciens nazis.

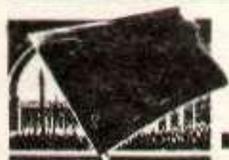
Enfin, à des niveaux spécialisés, les activités de la police parallèle du P«C»F sont coordonnées avec les services du KGB russe,

Mais ceci est une autre affaire...

telle est la seule méthode susceptible d'être tentée envers ces jeunes gens, véritables victimes du capitalisme.

Nous allons revenir demain sur les activités sociales-fascistes du parti révisionniste, avec photographies à l'appui.

(à suivre)



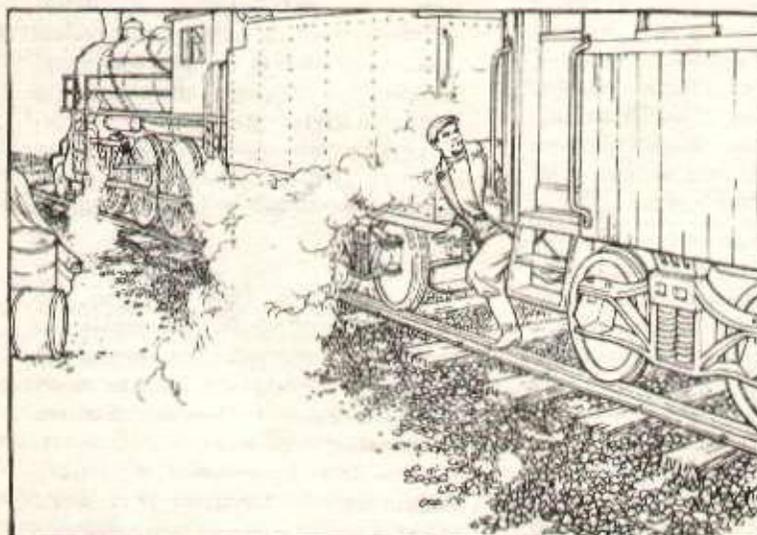
LENINE EN OCTOBRE 1917



6) Lénine demande à Vassili d'envoyer une lettre à Nadejda Constantinovna Kroupskaïa, pour qu'elle fasse un rapport sur le travail du Comité du quartier Vyborg. En même temps, Lénine donne quelques directives à Vassili pour qu'il trouve des renseignements sur l'usine Bodilov et les bâtiments de guerre de la mer Baltique.



7) Partout la terreur blanche règne à Pétrograd. En apprenant le retour de Lénine de l'étranger, les ennemis sont pris de panique. Ils dispersent dans toute la ville des sentinelles et envoient les élèves de l'école des officiers de l'infanterie pour fouiller les voyageurs à la gare. Le train entre en gare. Une masse d'élèves-officiers se précipitent en toute hâte vers le train.



8) Le train vient de s'arrêter, Vassili saute rapidement et se précipite entre la locomotive et le premier wagon pour les détacher et la locomotive démarre immédiatement.

L'HUMANITÉ ROUGE jeudi 25 septembre 1975

Extrait d'un article de LOU SIN

Le grand écrivain révolutionnaire Lou Sin a écrit un article évoquant les leçons de l'histoire payées avec le sang. Il met en garde les révolutionnaires afin qu'ils ne se laissent pas duper par l'ennemi, ne se montrant pas accommodants et généreux envers lui, autrement dit ne soient pas fair-play avec l'ennemi.

«DE TROIS CATÉGORIES DE CHIENS DANS L'EAU A BATTRE ÉVENTUELLEMENT

Des critiques modernes comparent souvent «battre un tigre mort» avec «battre un chien dans l'eau» et estiment que ces deux comportements ont quelque chose de lâche. Ceux qui jouent aux courageux en battant des tigres morts me paraissent plutôt comiques. S'ils sont poltrons, c'est d'une manière divertissante. «Battre un chien dans l'eau» est loin d'être aussi simple. Vous devez tout d'abord vous assurer de quel genre de chien il s'agit et de quelle manière il y est tombé. Trois raisons principales président à la chute d'un chien dans l'eau :

- 1) Il y est tombé par mégarde.
- 2) Quelqu'un l'y a poussé.
- 3) Vous-même l'y avez fait tomber.

Il serait stupide, sinon lâche, dans les deux premiers cas, d'aider à le battre. Mais l'affaire est différente, si vous vous êtes colleté avec lui et l'avez vous-même fait tomber à l'eau ; en ce cas, même le fustiger avec une perche de bambou n'est pas excessif.

Le vaillant boxeur professionnel ne frappe jamais son adversaire au

tapis, dit-on, et ce serait là un bel exemple pour chacun d'entre nous. J'en conviens, à la condition que l'adversaire aussi soit un vaillant pugiliste, car, battu, il sera trop honteux pour opérer un retour, ou il reviendra au grand jour pour prendre sa revanche ; ce qui n'est que justice dans les deux cas. Cela n'est toutefois pas valable pour les chiens, qui sauraient être mis sur le même plan ; ils n'ont absolument aucun sens des «convenances», aussi fort que les proclament leurs aboiements. D'ailleurs, le chien nage et il regagnera la rive. Il s'écroulera, vous éclaboussant partout si vous n'y prenez garde, puis s'enfuira, la queue entre les jambes. Et il agira exactement de même la fois suivante. Les honnêtes gens peuvent penser que tomber dans l'eau constitue une sorte de baptême, que le chien se repentira sûrement de ses péchés par la suite et ne mordra plus jamais les hommes. Ils pourraient difficilement se tromper davantage.

J'estime donc que *tous* les chiens qui mordent les hommes sont à battre qu'ils soient sur terre ou dans l'eau...

Extrait de «Littérature chinoise»
No 4 - 1971

A LA FÊTE DE L'HUMANITÉ BLANCHE (lettre d'un lecteur)

'Il faut battre les chiens tombés dans l'eau'

Nombreux sont ceux parmi nous qui ont connu les «fêtes de l'Humanité» dont on revenait en chantant l'Internationale, stimulés par l'image des luttes de notre peuple, de tous les peuples.

Le P«C»F n'est plus un parti communiste. Des milliers de personnes l'ont vu à la Courneuve. Le «Musée de la Résistance» (stand d'Ivry) décrit avec complaisance la terreur et les massacres fascistes, expose les emblèmes nazis et relègue au niveau de l'anecdote la puissante résistance communiste et populaire. Ces «historiens» vont jusqu'à affubler un vieux militant d'un casque et d'une mitraillette S.S., un peu honteux, le visage échauffé par le vin, il rassemble devant le stand. Qu'en pensent tous ceux qui ont, d'une manière ou d'une autre, combattu l'ennemi et les

collabos ? En vérité, nous l'avons observé, il n'est pas un passant qui n'ait en le voyant, un sursaut d'étonnement ou d'indignation ; jusqu'aux enfants qui lèvent un regard inquiet vers leurs parents pour voir s'il vaut mieux en rire.

Flics dehors, flics dedans, contrôles, filtrages, on ne peut pas faire dix pas sans rencontrer un œil soupçonneux et agressif. Morne ambiance... Les militants de base la ressentent eux aussi.

La révolte gronde, même à la «fête de l'Huma».

La bourgeoisie révisionniste, pas plus que la bourgeoisie au pouvoir, ne s'en sortira.

Les Marchais, Cunhal et autres chiens couchants de l'impérialisme russe ont de l'eau jusqu'au cou. Sachons comme l'a dit Lou Sin, le grand écrivain révolutionnaire chinois, «battre les chiens tombés à l'eau» !

PEINTURE DES PAYSANS DU DISTRICT DE HOUSHIEN (CHINE)

du 20 septembre au 2 novembre
Musée Galiera, 10 rue Pierre 1er de Serbie - Paris 16^e - 8^e léna
Tous les jours sauf le mardi de 10 h à 17 h 45

A propos des positions du groupe des «77» à la 7e Assemblée extraordinaire de l'ONU :

QUEL EST CET "ALLIÉ NATUREL" ?

Dernièrement une assemblée extraordinaire des Nations Unies a ouvert le débat sur l'application du mot d'ordre lancé par les pays du tiers monde «pour un nouvel ordre économique mondial». L'impérialisme, le colonialisme et plus particulièrement les deux superpuissances hégémoniques devaient une fois de plus être au banc des accusés.

Toutefois, le comportement du représentant de la superpuissance «soviétique» mérite que l'on y attache quelque attention. Les représentants des «77» (organisation regroupant en fait près d'une centaine de pays du tiers monde) ne se posèrent-ils pas la question : «Comment un tel pays peut-il être notre allié naturel ?»

Dans l'intervention de Malik, le représentant du Kremlin, il ne s'agit pas de soutenir les aspirations des pays pauvres à un nouvel ordre économique international, dégagé du pillage des puissances «riches», mais

de poser un certain nombre de «préliminaires» politiques, tels que «la détente» et le «désarmement».

De fait, ce discours tentait de subordonner la lutte du tiers monde pour un monde nouveau, à celle de cette superpuissance pour le repartage du monde dans sa rivalité avec les USA.

N'ayant aucun résultat, la diplomatie social-impérialiste passa du discours aux manœuvres de coulisses, dans le but de faire inclure dans le document présenté par les «77» leurs «amendements» sur la «détente» et le «désarmement» comme condition de nouvelles relations internationales.

N'obtenant pas plus de résultat, voilà que ces maîtres de la «coulisse» envoient un représentant «allié» de cette superpuissance pour aller espionner une rencontre entre les représentants des «77» et la délégation du gouvernement chinois. Interrogé, l'intrus devint rouge com-

me une écrevisse et s'enfuya tout honteux.

Pourtant, Malik ne s'en tint pas là, et poursuivit avec acharnement son entreprise visant à diviser en vain les pays du tiers monde. Il exigea une nouvelle réunion avec les représentants des «77», allant jusqu'à les calomnier en disant que les obstacles étaient dus seulement à l'intervention d'un pays. Il se vit répondre vertement : «Non, il ne s'agit pas justement de l'opposition d'un seul pays, mais de la majorité des pays, car les pays en voie de développement s'opposent à ce que la "détente" et le "désarmement" soient considérés comme une condition politique au développement économique.»

Dans la même journée, au cours d'un entretien de quatre heures avec le représentant soviétique, celui-ci devait exiger le retrait du document

des pays du tiers monde des expressions «accélérer le développement des pays en voie de développement» et «servir les intérêts des pays en voie de développement». Interrogé sur la raison de ces exigences le représentant du Kremlin répondit hargneusement : «Pays en voie de développement, vous n'avez que ça dans la tête.»

La réplique ne tarda pas : «Oui nous sommes des pays en voie de développement. Et nous sommes ici pour combattre en faveur des droits des pays en voie de développement.»

L'arrogance et l'absurdité des propos des sociaux-impérialistes a largement contribué à faire apparaître à tous la nature réelle de ce curieux «allié naturel».

Grâce à la lutte unie et solidaire des pays du tiers monde. Les pactilles de «détente» et de «désarmement» ne figurent pas dans les documents de la récente session de l'ONU.

LENINE: Corriger ses erreurs: La marque d'un parti sérieux

Que nos lecteurs se reportent à l'éditorial de notre numéro du 1er Mai 1975. Ils y trouveront l'exposé de la ligne politique fondamentale des communistes marxistes-léninistes de France élaborée et appliquée depuis des années à travers des luttes de classes constantes opposant la classe ouvrière et les larges masses laborieuses à la bourgeoisie capitaliste et ses serviteurs révisionnistes.

Ce texte nous valut, à l'époque, quelques remarques dans la mesure où cette ligne apparaissait comme contradictoire avec certains passages d'un autre texte rendu public par notre presse : la seconde partie du programme du PCMLF voté par son 11ème congrès intitulée «La Voie de la révolution prolétarienne en France».

Ces remarques étaient fondées en effet. Et depuis lors, «l'Humanité rouge» a développé une ligne différente de celle contenue dans une partie — et une partie seulement — du document en cause. Or comme chacun sait, notre quotidien popularise activement les idées du parti que la bourgeoisie a interdit le 12 juin 1968, sur pression des dirigeants révisionnistes. Que se passait-il donc ?

La troisième session du Comité central du PCMLF issue du 11ème congrès vient de fournir la réponse. Elle a adopté en effet une résolution incitant les militants de base «à l'ouverture d'un examen critique et auto-critique portant sur la ligne politique issue du 11ème congrès». Deux points sont concernés par une campagne de rectification déjà engagée à la base, sous la direction du Comité central du Parti marxiste-léniniste. Les critiques portent sur les idées suivantes :

- La guerre que déclencheront entre elles les deux superpuissances et qui concernera le monde entier ne doit pas être qualifiée d'imminente, mais d'inéluctable.

- La cible centrale du parti en France n'est pas constituée par les deux superpuis-

sances, mais par l'ennemi fondamental du prolétariat, la bourgeoisie capitaliste parvenue aujourd'hui au stade du capitalisme monopoliste d'État.

Une réflexion idéologique positive a conduit les dirigeants du parti marxiste-léniniste à déceler les erreurs commises, et, dès la deuxième semaine suivant le 11ème congrès, ils se sont appliqués à les corriger d'abord dans la pratique.

Toutefois notre journal ne pouvait annoncer les rectifications entreprises, avant qu'elles n'aient été soumises aux militants de base et qu'elles n'aient reçu une approbation critique largement majoritaire.

La 3ème session du Comité central du PCMLF a repris à son compte l'enseignement idéologique et pratique du président Mao Tsé-toung : «Instruits par les erreurs et les revers, nous avons grandi en sagesse et notre travail s'en trouve mieux fait. Pour n'importe quel parti politique, pour n'importe quel individu, il est difficile d'éviter les erreurs. Nous demandons qu'on en fasse moins. Lorsqu'une erreur est commise, nous voulons qu'elle soit corrigée, et le plus vite, le plus complètement sera le mieux.»

D'importantes initiatives destinées à soutenir et instituer la ligne de rectification ont été décidées en conformité des statuts du PCMLF. D'ores et déjà, quelques éléments qui devraient commencer à balayer devant leur porte, n'agissant qu'à partir d'un esprit de secte petit-bourgeois, croient le moment venu de lancer, de l'extérieur de ses rangs, une attaque visant à détruire le parti marxiste-léniniste. Ils en seront pour leurs frais, car les militants marxistes-léninistes de ce dernier, et leurs sympathisants s'en tiennent rigoureusement à cet enseignement fondamental de Lénine :

«L'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des critères les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux et s'il remplit réellement ses obligations envers sa classe et envers les masses laborieuses. Reconnaître ouvertement son erreur, en découvrir les causes, analyser la situation qui lui a donné naissance, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, voilà la marque d'un parti sérieux...»

Voilà ce que fait aujourd'hui le PCMLF.

Voilà ce que ne fait plus, et depuis fort longtemps, le parti qui en France se proclame frauduleusement communiste, le P«C»F. C'est en effet une caractéristique du révisionnisme (ancien ou moderne) que de ne pas faire confiance à la base et aux masses populaires et d'avoir en conséquence à leur égard des pratiques excluant tout fonctionnement démocratique mais ne relevant que d'un autoritarisme centraliste à outrance, imposant une ligne anti-ouvrière et des méthodes social-fascistes. Les dirigeants révisionnistes ne font jamais d'autocritique.

La juste campagne de rectification engagée par le PCMLF constitue une efficace contribution à la clarification politique permettant d'avancer rapidement vers l'existence en France d'un «Parti marxiste-léniniste unique», force idéologique, politique et organisationnelle indispensable pour combattre efficacement la bourgeoisie capitaliste en commençant par «arracher de manière décisive la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne.»

Amis lecteurs, camarades et sympathisants, apportez massivement votre participation et votre soutien à l'élaboration constante de la ligne révolutionnaire prolétarienne des communistes marxistes-léninistes de France !



PRÉPARONS LE «HUIT PAGES» QUOTIDIEN

Dernières nouvelles de la préparation du «huit pages» quotidien :

Les camarades dessinateurs proposent trois nouveaux typons de rubrique : «Le monde en marche», «La vie d'un parti», «La France des luttes». D'autres suivront.

Côté diffusion, la bataille pour l'abonnement continue ; à cet égard il faut multiplier toutes les initiatives... et nous en faire part. Comme d'abonner les collectivités au quotidien ; si cela pose des problèmes, on peut les résoudre.

L'HUMANITÉ ROUGE DANS LES COLLECTIVITÉS

Des lecteurs nous ont fait remarquer que le prix de l'abonnement annuel du quotidien dépassait bien souvent les possibilités réglementaires des collectivités (bibliothèques, maisons de jeunes, foyers, etc...). Et pourtant, un abonnement au journal dans de tels lieux de passage et de discussion, c'est des dizaines de lecteurs occasionnels ou réguliers.

Donc un abonnement qui nous intéresse. Des prix spéciaux d'abonnements sont souhaitables et possibles dans ces cas-là. Que nos lecteurs et camarades contactent l'administration du journal pour abonner les collectivités partout où c'est possible.

Les lecteurs ont la parole

Nous recevons beaucoup de remarques sur les articles de «front ouvrier». Un aspect parmi d'autres : comme pour les autres articles, nos lecteurs rejettent les «formules toutes faites» et les «slogans» qui n'expliquent rien et demandent plus de précisions dans le récit (nombre d'ouvriers, activité de la boîte, rapports de force à l'intérieur, luttes passées éventuellement, à quel trust elle appartient)... Dont acte ! Il nous est parfois arrivé de ne pas citer le nom de la ville en question ou de mettre un sigle inconnu !! A nous de corriger... mais aussi à nos correspondants d'être tout à fait précis et complets dans leurs informations. Nous recevons des tracts racontant les luttes, c'est très utile mais ça n'est pas un article : car les précisions, que connaissent les ouvriers de la boîte ou les gens du coin, sont nécessaires pour faire comprendre les choses à tous les lecteurs...

Côté reportages, interviews, efforts pour expliquer le pourquoi et le comment des

succès et des échecs, pour suivre les luttes... d'accord avec nos lecteurs. A nous de travailler... à vous de nous y aider par vos informations et vos suggestions.

Sur les luttes ouvrières il faudrait que d'un journal sur l'autre vous résumiez les actions menées pour une même lutte, pour les personnes qui ne le lisent pas régulièrement, ce n'est pas facile de suivre l'évolution d'une lutte. Raconter précisément les formes de luttes, comment combattre le révisonnisme. Montrer les erreurs à ne pas faire...

(Une secrétaire en chômage de 23 ans, lit régulièrement le quotidien depuis le début 1975).

Je trouve que les articles sur les luttes ouvrières sont trop souvent comme un film qu'on déroule. On nous explique les événements, les difficultés, mais presque jamais on ne voit vivre les ou-



vriers comme si on y était. Presque jamais de reportage, d'interview...

(Un tourneur P 1 de 23 ans lit le journal depuis 1969).

On recherche surtout à savoir comment, par quels moyens concrets les révisos ont été combattus, critiqués. Il faut faire connaître tout ce qui se fait dans ce sens car ça sert pour les autres. Et surtout, donner les résultats des grèves... ce n'est pas toujours fait. Dans l'ensemble c'est intéressant mais dans ces articles il faut supprimer le «baratin» inutile (trahison, réviso, la classe ouvrière comprendra)...

(Secrétaire d'intendance, 24 ans, lit le journal depuis deux ans).

Le mouvement d'indignation contre les crimes franquistes grandit

La condamnation à mort des onze de PETA et du FRAP suscite une indignation qui grandit dans notre pays. Dans les entreprises, au travail et en famille on en parle et la solidarité envers les militants condamnés est spontanée et large.

Il faut l'organiser et en faire un mouvement puissant et efficace. L'action a commencé et nos camarades militants marxistes-léninistes y ont plus d'initiative. Des exemples : à l'hôpital franco-musulman de Bobigny, à la société française de production (ex-ORTF), plusieurs centaines de signatures ont été recueillies et envoyées au FRAP.

A Rennes, le 18 au soir, 600 personnes et parmi eux des im-

migrés espagnols ont manifesté à l'initiative du «comité de soutien à la lutte du peuple espagnol» auquel participent les militants marxistes-léninistes regroupés autour de l'Humanité Rouge, ceux de Rennes révolutionnaire et du PCR (m-l) et des organisations antifascistes espagnoles.

Il faut prendre d'autres initiatives, bien d'autres encore et notamment dans les syndicats, pour développer la mobilisation antifasciste et internationaliste, les jours qui viennent. Les marxistes-léninistes y seront à l'offensive ! Et aussi écrivez-nous, envoyez informations et photos de tout cela !

S.N.R.T. C.G.T. - S.U.R.T. C.F.D.T.

SOLIDARITÉ AVEC LES COMBATTANTS ANTI-FRANQUISTES CONDAMNÉS À MORT !

SIGNEZ AVEC NOUS !

8 militants du F.E.A.P. (front révolutionnaire anti-fasciste et patriote) / 2 militants basques de l'E.T.A. risquent la mort d'un instant à l'autre après une période de jugement.

Le S.N.R.T.-C.G.T., le S.U.R.T.-C.F.D.T. appellent les travailleurs à se mobiliser pour sauver leur vie.

Je proteste contre le silence du gouvernement français et son attitude complaisante.

La SFP (une des sociétés de l'ORTF), plusieurs centaines de signatures ont été recueillies dans le cadre des syndicats SNRT-CGT et SURT-CFDT. Assistants, ouvriers de plateau, caméramen, monteurs, secrétaires et les autres... se sont mobilisés pour sauver les militants espagnols condamnés.

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «L'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : PRENOM :
AGE : PROFESSION :
ADRESSE :
SIGNATURE :

BULLETIN D'ABONNEMENT

(Ecrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :

Table with 2 columns: Pli ouvert and Pli fermé. Rows for 1 mois, 3 mois, 6 mois, and Soutien.

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 - La Source

LA BOURGEOISIE FONDE DES ESPOIRS SUR LA PORNOGRAPHIE

Nul ne peut ignorer grâce au matraquage publicitaire et à la complaisance des moyens dits d'information l'avalanche pornographique qui déferle sur la France. Il n'est pas une petite ville de province où l'on ne retrouve désormais de larges placards publicitaires vantant le réalisme (?) de tel ou tel film dont la valeur marchande est directement fonction du nombre des «actes sexuels» y figurant.

Tous les degrés de l'escalade ayant été rapidement franchis depuis l'accession au pouvoir de Giscard d'Estaing et de son fameux «libéralisme avancé» le fin du fin est désormais constitué par l'apologie de toutes les dépravations les plus bestiales.

Dans ce domaine le film «Histoire d'O» tiré du livre portant le même nom, va plus loin en ce sens qu'il défend ouvertement une thèse implicite dans toute la production pornographique. A travers l'histoire d'une femme asservie, continuellement contrainte à subir les violences et les caprices déréglés d'hommes classés eux-mêmes en maîtres et valets, et prostituée de force, tout cela avec un plaisir latent, il s'agit ni plus ni moins que de démontrer que :

- 1) la femme est avant tout et uniquement un objet sexuel,
- 2) la femme est une esclave consentante,
- 3) la victime et son bourreau sont liés par un certain amour.

Chacun jugera aisément la profondeur et l'originalité de ces thèses ultra-réactionnaires qui doivent être considérées purement et simplement comme un chant à la gloire du fascisme.

Les idéologues bourgeois s'évertuent à démontrer que de tels spectacles sont inoffensifs et qu'après tout ils ne concernent que ceux qui veulent aller les voir. Mensonges !

Outre que nul ne peut échapper à l'agression de la publicité et des grands moyens d'information, les idées véhiculées par la production pornographique ne sont ni plus ni moins que la réalité quotidienne de la société bourgeoise.

Pour le prouver prenons un exemple parmi des milliers d'autres : dans la nuit du 24 août 1974, deux jeunes femmes belges en vacances en France près de Marseille font du camping. Trois jeunes hommes arrivent et insistent pour être hébergés sous leur tente. Elles refusent. Les jeunes gens insistent. Compromis où ils veulent en venir elles tentent de se défendre. L'un d'eux reçoit un coup de marteau. Les agresseurs usent de leur force et violent les jeunes femmes. Celles-ci osent porter

plainte, ce qui est rare dans une telle affaire. Un constat médical est fait. Un an après le 17 septembre 1975 les violeurs passent en correctionnelle. Ils sont jugés non pour viol mais pour coups et blessures. La thèse des défenseurs des criminels est simple : «il n'y a pas eu viol, au contraire elles étaient bien contentes et elles n'avaient qu'à pas camper seules la nuit» (!)

Les avocates des deux femmes qui se sont portées partie civile ont réclamé un jugement en cour d'Assises pour que le viol soit reconnu et non simplement les coups et blessures. Or actuellement la justice ne reconnaît de viol que si la femme a le vagin déchiré, sinon on considère qu'elle a été consentante.

Comme l'ont souligné des manifestantes belges qui ont protesté pour soutenir les jeunes femmes, «la seule preuve reconnue actuellement par la justice qu'il y a eu viol c'est que la femme soit morte» et elles concluaient en reprenant ce qui était inscrit sur l'une de leurs banderoles avec «Stop au viol, symptôme d'une société malade».

Ce point de vue est tellement vrai que dans la forteresse impérialiste américaine en pleine décomposition des statistiques ont été établies qui estiment qu'il y a plus d'un viol par heure chaque jour aux États-Unis.

La lutte des femmes contre ces manifestations criminelles de l'idéologie que la bourgeoisie veut maintenir est juste : elle fait partie intégrante de la lutte pour la préparation de la révolution prolétarienne. De son côté la bourgeoisie tente de freiner le mouvement de révolte des femmes contre leur condition de double esclave, de corrompre la jeunesse et de démobiler les travailleurs en ne mettant plus aucune limite à l'apologie de la sexualité bestiale qui finalement est, signe des temps, le dernier «idéal» que la bourgeoisie soit en mesure d'offrir.

Missiles soviétiques dans les eaux norvégiennes

L'URSS multiplie actuellement les essais dans la mer de Barentz, à l'intérieur même de la zone économique de 200 milles marins revendiqués par la Norvège. A plusieurs reprises, celle-ci a exprimé publiquement ses inquiétudes sur ces essais qui se déroulent de plus en plus près de ses côtes, menaçant ses bateaux de pêche et les autres bateaux norvégiens. Mais, révèle un journal scandinave, «les essais de missiles soviétiques doivent, tout d'abord, être considérés comme une action qui manifeste l'intérêt soviétique dans la région avant la tenue

Sur la route de l'Élysée

Dans un article paru dans «Le Monde» du 23 septembre, Gaston Defferre laisse percer les intentions du PS et montre les démanagements qu'il a de se rendre à l'Élysée. Il invoque d'abord les sondages qui, dit-il, «révèlent qu'une majorité importante des Français approuvent l'attitude du président de la République. Le chef de l'État a su, pour masquer la question de fond qui est posée, faire un geste qui répond à un désir de l'opinion». Ce qui évidemment signifie : puisque le «majorité» le veut, il faudra bien qu'on y passe. C'est également là l'argument utilisé par Robert Fabre. Ses électeurs n'auraient pas compris...

Plus loin, Defferre précise que le PS sera prêt à se rendre à l'Élysée à une condition : si Giscard d'Estaing s'engage à nommer Mitterrand Premier ministre en cas de victoire électorale lors des élections législatives. Autrement dit le PS est prêt à collaborer avec Giscard d'Estaing, Defferre ajoutant même : «le président de la République, une fois à l'Élysée, a le devoir de se comporter en chef d'État représentant tous les Français...» De son côté Mitterrand avait déclaré la veille : «Les deux parties de la France, réunies quelque part pour une heure, doivent apprendre à se respecter...»

Tout cela convient tout à fait à Giscard qui cherche justement à créer les conditions permettant

de nommer Mitterrand Premier ministre. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que Giscard d'Estaing déclare prochainement qu'il fera appel à Mitterrand en cas de victoire électorale de la «gauche».

Cela, par contre, ne peut guère réjouir les dirigeants du P«C»F qui voient avec inquiétude une telle perspective, qui les laisserait isolés. C'est là un nouvel épisode des grenouillages des partis bourgeois pour la conquête du pouvoir.

SI LEROY ETAIT A L'INTERIEUR

Des gens d'ordre (bourgeois s'entend) telle est l'image de marque que veulent se donner les dirigeants du P«C»F. A leur avis Poniatowski manque de poigne. C'est là ce qu'il faut conclure de ces paroles prononcées par Leroy lors de la grande foire de «L'Humanité» : «à l'instant même où le prince mobilisait sa police à Nice pour empêcher le doyen de l'Assemblée nationale de s'entretenir avec ses électeurs, sa brigade «antigangs» remettait plus d'un demi-milliard de francs à des brigands». Autrement dit avec Leroy au ministère de l'Intérieur, avenue de Breteuil on aurait tiré dans le tas pour préserver les millions des banquiers. C'est ça l'ordre !

LE FRAP RÉPOND AUX ATTAQUES DE MARCHAIS

SUITE DE LA PAGE 1

La solidarité du peuple français, des partis et syndicats qui veulent soutenir notre combat peut exister sans pour autant imposer ses conditions, et peut «suivre». Pour sa part, le FRAP a toujours maintenu cette position lorsqu'il s'agissait de mem-

bres de l'ETA, de Puig Antich, et défilerait derrière Carillo si le condamné était un de ses militants. Mais ce n'est pas le cas, et actuellement le minimum qui se puisse concéder est le droit pour le FRAP d'être en première ligne pour sauver ses camarades.

5) L'Humanité donne au PSU la responsabilité de notre présence à la manifestation. Le FRAP considère que c'est au PSU de répondre. Le FRAP était là à toutes les manifestations, toutes les mobilisations (Marchais et Carillo ne peuvent en dire autant) pour sauver Garmendia, Otaegui et les 8 du FRAP, comme il le fut pour Puig Antich. Et de même qu'il fut là samedi, sans que personne n'ait besoin de l'inviter, il sera présent lors des futures mobilisations.

Pour cela nous considérons l'attitude de l'Humanité et Marchais anti-unitaire, sectaire, mesquine et injustifiable.

Paris le 22 septembre 1975
Comité du FRAP de Paris